

2 Politique

**UPG/Commémoration du 6e anniversaire de la disparition de Pierre Mamboundou
Risque d'échauffourées à Ndendé ?**

J.K.M
Libreville/Gabon

Les festivités liées à la disparition de l'ancien leader de l'Union du peuple gabonais (UPG) pourraient déboucher sur d'éventuels dérapages. D'autant que les responsables de cette formation politique n'entendent pas laisser Bruno Ben Moubamba accaparer cet événement.



Le secrétaire général de l'UPG, Olivier Koumba Mboumba.



Quelques hiérarques du parti.

FAUDRAIT-il craindre des échauffourées à Ndendé le 15 octobre prochain, lieu et date programmés par l'Union du peuple gabonais (UPG) pour commémorer le 6e anniversaire de la disparition de Pierre Mamboundou, ancien leader et fondateur de cette formation politique ? Quoiqu'il en soit, au cours du point de presse qu'il a animé,

hier, au siège de l'UPG, sis au quartier Awendjé, dans le 4e arrondissement de Libreville, le secrétaire général de ce parti politique, Olivier Koumba Mboumba, a subtilement laissé entendre que cette éventualité n'était pas à écarter. Vu que, selon lui, Bruno Ben Moubamba, président de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR), entend

organiser, de son côté, dans le même temps, dans le chef-lieu du département de la Dola, des manifestations relatives à la commémoration du décès du 6e anniversaire de Pierre Mamboundou. "Cette énième provocation de M. Moubamba ne peut laisser indifférent l'UPG", a-t-il avancé. D'autant plus que, a-t-il poursuivi, "après avoir tenté, en vain, une

OPA sur l'UPG, Bruno Ben Moubamba, qui pourtant a créé sa propre formation politique, s'acharne sur les symboles de l'UPG, notamment la couleur rouge, mais surtout cherche à exploiter de manière honteuse l'image de Pierre Mamboundou qu'il n'a jamais côtoyé, mais qu'il a plutôt vilipendé à souhait en 2009". D'où, a-t-il, lancé, "nous de-

mandons à Bruno Ben Moubamba, s'il a encore un peu de dignité, de renoncer à ce genre de pratique dont on ne peut mesurer les conséquences". Non sans avoir précisé que "l'UPG se réserve le droit d'intenter des actions en justice". Avant d'ajouter : "Nous prenons d'ores et déjà l'opinion nationale et internationale à témoin sur d'éventuels déra-

pages qui pourraient résulter de l'entêtement de M. Moubamba, président de l'ACR, à organiser les festivités marquant la commémoration de Pierre Mamboundou, président fondateur de l'UPG. Car, nous serons dans cette localité et nous l'en empêcherons". Dans tous les cas, le 15 octobre prochain, l'opinion sera fixée.

Tournée inter provinciale du PDS

Au tour du Moyen-Ogooué, de la Ngounié et de la Nyanga

AN
Libreville/Gabon

DÉBUTÉE depuis plusieurs mois, la tournée des membres du directoire du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS) dans l'hinterland continue. Du 14 au 18 septembre dernier, une délégation des cadres de ce parti politique a séjourné dans les provinces du Moyen-Ogooué, de la Ngounié et de la Nyanga. Elle était conduite par le vice-président chargé des provinces précitées, Isidore Fouafoua, et comprenait, entre autres, le secrétaire général du PDS, Louis Ingongui, le coordonnateur général, Joël Pono Opapé, le secrétaire exécutif, Guy-Roger Mabicka, et la coordonnatrice nationale des femmes, Edwige Koumba Badjina.



Une phase des installations.

Aussi bien à Lambaréné, Mouila, Lébamba et qu'à Tchibanga, les membres de la délégation du PDS ont eu des séances de travail avec les responsables locaux de leur formation politique. Occasion pour ces derniers d'évoquer les difficultés

auxquelles ils sont confrontés pour mener au quotidien les activités de leur parti, et d'aborder avec leurs responsables nationaux les futures échéances électorales, notamment les élections législatives. De fait, ils ont fait part de leur



Vue des membres de la délégation du PDS à Tchibanga.

volonté de défendre les couleurs de leur parti au cours de ce scrutin. D'autant plus que, ont-ils laissé entendre, il serait difficilement concevable que leur formation politique ne présente pas des candidats dans toutes les provinces du pays.

Dans le chef-lieu de la province de la Nyanga, la rencontre a été marquée par l'installation des responsables de quatorze cellules à la salle polyvalente de Tchibanga. Puis, Isidore Fouafoua et l'ensemble de ses camarades se sont rendus à Mou-

lengui-Binza, chef-lieu du département de Mongo, où ils ont remis gracieusement un important lot de fournitures scolaires à plusieurs parents d'élèves, ainsi que des médicaments au responsable du Centre médical de cette localité.

Déclaration de la société civile

Georges Bruno Ngoussi salue la politique extérieure des USA

C.O & M.A.M
Libreville/Gabon

LA plate-forme nationale de la société civile gabonaise a fait une déclaration le week-end écoulé. L'objectif de cette sortie était, pour Georges Bruno Ngoussi et les siens, de réaffirmer leur attachement aux discours prononcés par les présidents Emmanuel Macron (France) et Donald Trump (USA) lors de la 72e Assemblée générale des Nations unies. La société

civile gabonaise soutient ainsi la politique extérieure du président de la France qui met un accent particulier sur " l'action multilatérale" et celle du numéro un des Etats-Unis qui "privilégie le choix des peuples et le souhait de réformer l'Organisation des Nations unies qui aujourd'hui, ne représente pas une puissance pouvant faire fléchir la position de certains Etats reconnus comme réfractaires au respect des engagements internationaux qu'ils ont pourtant ratifiés et signés". Fort de cela, le président de ladite plate-forme interpelle les deux chefs d'Etats

cités plus haut "à traduire en actes leurs discours respectifs dans le règlement du conflit post-électoral au Gabon, conformément aux dispositions de la résolution des parlementaires européens votée le 14 septembre 2017". Soulignons que cette résolution tourne, entre autres, comme l'a rappelé Ngoussi, autour de "la libération immédiate de toutes les personnes détenues illégalement, des mesures concrètes pour garantir la liberté d'expression, la mise en place d'une enquête internationale sous l'égide des Nations unies, la fin de tous les actes de harcèlement, d'intimidation et



Le président de la Plate-forme nationale de la société civile, Georges Bruno Ngoussi, entre ses camarades Georges Mpaga à gauche et Fortuné Edou Essono lors de sa déclaration.

de persécution contre les membres de la CNR et de la société civile, (...)". De plus, la plate-forme na-

tionale a souligné que le climat socio-politique actuel du pays "ne saurait permettre de fermer les yeux

pour des raisons inavouées aux souffrances qu'endure le peuple gabonais, singulièrement la jeunesse qui voudrait aussi aspirer à un futur meilleur". Par ailleurs, Georges Bruno Ngoussi et ses alliés ont à nouveau condamné les "intimidations, arrestations arbitraires et emprisonnements sans jugement" de certains compatriotes pour "délit d'opinion". En outre, la société civile gabonaise revendique la libération "immédiate" de Bertrand Zibi, Landry Whashington, Frédéric Massavala, Pascal Oyougou, entre autres.